« LES ENJEUX POLITIQUES DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES CONGOLAIS DANS LA BONNE GOUVERNANCE ET LA REDEVABILITE SOCIALE. »

Par Egla Faustine KASONGO MWANA-TATA[1].

Résumé :

Cet article analyse la contribution des jeunes dans la promotion de la bonne gouvernance et de la redevabilité sociale en Afrique francophone, en se concentrant sur la République Démocratique du Congo. Il cherche à déterminer comment la jeunesse peut s'impliquer efficacement dans la gestion des affaires publiques et à quelles conditions cet engagement peut devenir un levier de transformation sociale. L'étude met en évidence trois axes principaux : la responsabilisation des jeunes dans les processus de gouvernance, la valorisation de leur énergie et de leur créativité comme moteur de changement, et l'usage de certains mécanismes comme outil de participation et de contrôle citoyen. Elle interroge également les structures existantes, telles que les parlements des jeunes et les organisations panafricaines, afin de d'évaluer leur impact réel sur la prise de décision. Enfin, l'article propose des pistes pour renforcer l'intégration des jeunes dans les institutions politiques et économiques, condition essentielle pour instaurer une gouvernance plus inclusive et responsable en République Démocratique du Congo.

Abstract :

This article examines the role of young people in promoting good governance and social accountability in Francophone Africa, focusing on the Democratic Republic of Congo (DRC). It explores how youth engagement can effectively contribute to public affairs management and under what conditions it can serve as a driver of social transformation. The analysis hightlights youth in governance processes, harnessing their energy and creativity as forces for change, and leveraging some mechanisms as tools for civic participation and accountability. It also assesses existing framezorks/structures such as youth parliaments and pan-african organizations to determine their actual influence on decision-making. Finaly, the articleoutlines strategies to strengthen youth integration into political and economic institutions, emphasizing the need for more inclusive and accountable governance in the Democratic Republic of Congo.

1 Egla Faustine KASONGO MWANA-TATA, Apprenante (DEA 2) en Droit International, Université Catholique du Congo (UCC), et Avocate au Barreau de Kinshasa Matete. Email : eglafaustine@gmail.com.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

INTRODUCTION

La jeunesse congolaise représente une force démographique majeure, avec plus de 60 % de la population ayant moins de 25 ans[2]. Cette situation crée à la fois une pression sur les politiques publiques et une opportunité historique de renouveau.

Dans une République qui fait face à des défis majeurs en matière de gouvernance, de transparence et de développement économique, la jeunesse congolaise émerge comme un acteur incontournable du changement. L'avenir de notre Pays, la République Démocratique du Congo (RDC), repose sur les jeunes, pas seulement comme futurs leaders, mais comme acteurs présents, capables d'influencer le changement, de proposer des idées nouvelles, de surveiller et de transformer. Cependant, cette présence massive ne se traduit pas toujours par une participation politique effective.

Personne ne nait bon citoyen, aucune nation ne nait démocratique. Mais pour tous les deux, il s'agit plutôt d'un processus en constante évolution. Les jeunes doivent être inclus dès leur naissance. Une société qui se coupe de sa jeunesse est une société qui se coupe de sa source de vie et se condamne à mort[3].

Au cœur des préoccupations, l'intégration active des jeunes dans la gestion des affaires publiques est perçue comme un levier pour renforcer la démocratie, améliorer la transparence et promouvoir une gestion publique responsable. Cependant, les jeunes ne disposent pas de tous les outils et des informations nécessaires à l'exercice de leurs droits.

Cependant, participer et être un citoyen actif, c'est avoir le droit, les moyens, la place, le soutien voulu pour participer aux décisions, influer sur elles et s'engager dans les actions et activités de manière à contribuer à la construction d'une société meilleure[4].

C'est une chose de réunir les conditions propices à une participation effective des jeunes, mais c'est une autre d'éliminer les barrières qui font obstacles à leur pleine participation, inclusive et efficace.

Pour bâtir des institutions fortes, inclusives et capables de répondre aux besoins des citoyens, avec un modèle basé sur la gouvernance locale (décentralisation), il est important de valoriser le potentiel immense de la jeunesse congolaise, moteur de changement, de paix et d'innovation[5].

2 Selon le *PNUD* (2022).

3 *Kofi ANNAN*, ancien secrétaire général des Nations Unies et prix Nobel de la paix 2001.

4 Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale, Conseil de l'Europe, 2003 (désormais notée Charte révisée), Préambule, p.7, cité par *Bastien Engelbach*, Développement de l'engagement et de la participation des jeunes en Europe, Rapport FDVA : « Place de nouveaux publics, notamment des jeunes, dans le renouvellement des instances de gouvernance », Animac – MRJC, septembre 2014, p.2.

5 *Isaac MUKENDI* (bourgmestre adjoint de la commune de Limete, Kinshasa/RDC) lors de la sortie officielle de l'édition spéciale « LES ELITES » du magazine ICI & AILLEURS, Kinshasa, 10 avril 2025.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Ce thème s'intéresse à l'engagement des jeunes dans la promotion de la bonne gouvernance et la redevabilité sociale, en analysant les facteurs d'implication, opportunités disponibles, les figures emblématiques incarnant cette dynamique, ainsi que les obstacles rencontrés. Il examine notamment les dangers du populisme politique, de la manipulation idéologique, et les structures existantes ou entravant la participation active des jeunes.

A. MECANISMES D'IMPLICATION DES JEUNES DANS LES AFFAIRES PUBLIQUES : COMPETENCE ET GESTION

Face à une faible représentativité des jeunes dans les sphères de décision dans notre pays, des approches alternatives émergent pour renforcer leur rôle dans la gestion des affaires publiques. Parmi ces mécanismes, la citoyenneté active et la gouvernance participative se présentent comme des outils clés pour favoriser une implication plus structurée, responsable et durable de la jeunesse. Ces leviers offrent non seulement des espaces d'expression, mais aussi des cadres concrets d'engagement dans les processus sociaux, politiques, et institutionnels.

I. LA CITOYENNETE ACTIVE

Le concept de citoyenneté est à la fois très présent dans notre vie quotidienne mais aussi très flou et peu concret. Il renvoie aux droits, aux libertés, au vote, aux manifestations, à la nationalité, etc. mais il est également de plus en plus présent dans les engagements au sein d'associations, de mobilisations transnationales, des comités, des quartiers…[6]

La citoyenneté désigne également le lien juridique et politique qui unit un individu à un Etat, lui confère des droits (voter, accéder à certains services publiques…) et des devoirs (respecter les lois, payer les impôts, …).

Etre un citoyen actif, ce n'est pas seulement voter. C'est aussi participer aux débats publics, s'informer et informer les autres, protéger les biens communs, créer des solutions locales avec des moyens disponibles.

L'exercice de la citoyenneté n'est pas une compétence innée : être citoyen, cela s'apprend. Il existe différents canaux. Les associations peuvent jouer un rôle à travers le bénévolat et l'engagement militant; l'école et l'université peuvent également jouer un rôle d'éducation civique. L'éducation à la citoyenneté est identifiée comme un outil transversal qui peut être développé à tous les âges, sous différentes formes et par tout type d'acteurs[7].

A Kinshasa comme ailleurs, la situation de chaque congolais ne doit pas rester en ruine, le combat pour la qualité des services publics est aussi le combat de tous les jeunes

6 *Dominique Schenapper*, Qu'est-ce que la citoyenneté?, Folio actuel inédit, 2000, p.16, cité par *Fanny GLEIZE*, Introduction à la citoyenneté, Think Thank Européen pour la Solidarité, Working paper, Serie : Citoyenneté et démocratie participative, Bruxelles, Mars 2007, p.2.

7 *Ibid*., p.6.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

congolais, qui doivent réfléchir et agir pour bâtir une société plus juste, plus efficace et plus responsable.

En effet, loin d'une citoyenneté passive, réduite au simple acte de voter ou de suivre les débats politiques, cette approche encourage une participation continue, critique et responsable à la vie publique.

Pour la jeunesse, la citoyenneté active permet de reprendre place dans l'arène publique, en mobilisant des outils tels que le plaidoyer, les campagnes de sensibilisation, la participation aux consultations citoyennes, ou encore l'engagement dans les mouvements sociaux et les organisations communautaires et locales.

Elle ne se limite pas à une participation symbolique, elle constitue une voie concrète vers une gouvernance plus inclusive, transparente et représentative des aspirations de la jeunesse.

Cependant, cette dynamique reste confrontée à plusieurs défis, notamment, la faible éducation civique, le manque de mécanisme institutionnel d'écouté, et le climat politique peu propice à l'expression critique.

Pour que la citoyenneté active devienne un réel vecteur de transformation, il est indispensable d'outiller les jeunes, à travers des programmes de formation, de mentorat, et de développement des compétences civiques et politiques. De plus, les autorités doivent faire de cette forme d'engagement, un canal structurant de dialogue entre gouvernants et gouvernés.

II. LA GOUVERNANCE PARTICIPATIVE ET LA REDEVABILITE

Gouverner c'est gérer, organiser, faire fonctionner, prendre des décisions efficaces, répondre aux besoins de la population, assurer la justice, garantir les droits.

L'analyse de la participation des jeunes en République Démocratique du Congo montre une volonté d'engagement, souvent freinée par des barrières institutionnelles et culturelles. Le manque de formation politique, l'inefficacité des structures d'accompagnement, et une méfiance institutionnelle limitent leur inclusion. Pourtant, des initiatives existent, comme les Parlements et autres structures des Jeunes, censés jouer un rôle de tremplin vers les institutions formelles.

La gouvernance participative c'est d'abord et avant tout de la méthode qui s'appuie sur une réflexion sur les processus de décisions. Cette méthode repose d'abord dans une compréhension et analyse deux dimensions sous-jacentes : l'étendue de la participation (diversités et complémentarités des acteurs sollicités) et la profondeur de cette participation (degré d'influence accordé aux acteurs et leur niveau de participation)[8].

8 *David Ospital,* La Gouvernance Participative. Pouvoirs locaux : les cahiers de la décentralisation/ Institut de la décentralisation, 2023, 122, pp.36.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

La gouvernance participative n'est pas un concept réservé qu'à une certaine classe sociale. C'est une manière de faire les choses ensemble (citoyens, autorités, organisations), pour améliorer notre vécu quotidien afin de préserver notre avenir.

En effet, chaque citoyen a le droit d'accéder aux fonctions publiques et de bénéficier des services essentiels comme l'éducation[9], la santé, l'eau, l'électricité ou les transports. Mais au-delà de ce droit, il s'agit pour l'Etat d'assurer une gouvernance responsable, qui ne se limite pas à offrir un accès minimal, mais qui veille à la qualité des services publics.

Gouverner, c'est non seulement permettre l'accès, mais aussi garantir des prestations efficaces, bien gérées et adaptées aux besoins réels des populations. Il ne suffit pas d'avoir par exemple des écoles, des universités ou des hôpitaux, encore faut-il qu'ils soient fonctionnels, bien équipés et dirigés par un personnel compétant et motivé, capable de répondre aux attentes des citoyens et de contribuer au développement de la nation.

Cependant, améliorer la qualité des services publics ne dépend pas seulement du gouvernement. C'est une responsabilité partagée entre ceux qui offrent les services (gouvernement, Organisation Non Gouvernementale, entreprises privées, etc.) et ceux qui en bénéficient, c'est-à-dire, nous, les citoyens.

Par exemple, le gouvernement peut construire des écoles, fournir du matériel et bien payer le corps enseignant. Mais les élèves doivent veiller à ce que l'école reste propre et en bon état. Les parents, eux aussi, peuvent collaborer avec les enseignants pour assurer la discipline et le bon usage des équipements.

Cet exemple vaut également pour les routes, surtout à Kinshasa, où beaucoup sont en très mauvais état. Il ne suffit pas d'attendre que l'Etat agisse ou n'agisse pas pour demander des comptes, chacun doit jouer son rôle, y compris les jeunes.

Pour que les services publics soient mieux gérés, il faut qu'il y ait dialogue, collaboration et engagement entre les citoyens et les institutions. Et les jeunes congolais ont un rôle central à jouer dans cette gouvernance participative, en étant vigilants, impliqués et connectés pour des bonnes raisons.

Ce mécanisme offre une réponse innovante à la marginalisation des jeunes dans la gestion des affaires publiques. En intégrant les citoyens, jeunes y compris, dans les processus décisionnels, ce modèle de gouvernance vise à construire une démocratie plus inclusive, fondée sur la transparence, la redevabilité et la participation active.

Pour la jeunesse congolaise, longtemps spectatrice, voire instrument de mobilisation électorale, la gouvernance participative constitue une opportunité concrète de s'impliquer en amont et en aval des décisions publiques. Permettant ainsi d'intervenir dans l'identification des priorités, l'élaboration des politiques, le suivi de l'action publique et l'évaluation des résultats.

9 Article 13 de la Constitution de la République Démocratique du Congo, modifiée et complétée par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo, in JORDC, 52e année, numéro spécial, du 05 février 2011.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Par ailleurs, faire de la gouvernance participative un outil effectif d'inclusion de la jeunesse, c'est donc renforcer la démocratie locale, reconnaitre la jeunesse comme actrice de changement, et favoriser une culture politique plus horizontale et partagée.

L'efficacité de cette approche dépend fortement de la volonté politique des dirigeants, de la qualité du cadre juridique, et de la formation des jeunes aux enjeux de la gouvernance et l'administration publique. Sans accompagnement ni reconnaissance institutionnelle, la participation reste symbolique et sans impact réel sur les politiques.

Le rôle des jeunes devrait dépasser le simple fait d'être symboliques. Leur engagement actif dans la prise de décision est essentiel. En prenant des responsabilités, ils participent à des processus de décisions qui impactent directement leur avenir, tout en jouant un rôle crucial dans la redevabilité.

Pour que la gouvernance soit efficace, il est indispensable que ceux qui détiennent des responsabilités rendent compte de leurs actions et justifient leurs choix de manière claire et crédible.

En effet, la redevabilité, ou le principe de rendre compte, contribue à la gouvernance participative. Les deux forces conductrices de la redevabilité sont d'une part, les citoyens qui constituent les bénéficiaires des services publics, et d'autre part, l'Etat qui est responsable de la provision des biens publics et qui construit l'espace de participation pour les citoyens dans la gouvernance[10].

La participation citoyenne est un moyen de renforcer la redevabilité. Cette participation est le pilier de la bonne gouvernance. Lorsque les citoyens ont accès à l'information leur permettant de comprendre les affaires publiques, ils ont la responsabilité de contrôler la gestion de celles-ci et de demander des comptes aux élus[11].

Le concept de redevabilité sociale prend ici toute son importance. Non seulement les jeunes doivent participer aux décisions politiques, mais aussi ils doivent aussi veiller à ce que leurs actions soient transparentes et soumises à un contrôle.

Ce mécanisme de reddition de comptes assure que les actions entreprises par les jeunes responsables ne sont pas déconnectées des attentes de la population. Ainsi, en tant qu'acteurs responsables, ils doivent démontrer qu'ils peuvent non seulement diriger mais aussi assumer les conséquences qui découlent de leurs décisions.

Par ailleurs, le principe de la participation citoyenne oblige donc les dirigeants à encourager la participation des acteurs, aussi bien les citoyens que les membres de la société civile, de suivre et d'évaluer la gestion des ressources politique. La participation est en d'autres termes le contrôle citoyen de l'action publique défini comme[12] « *toute action de*

10 *Fall A.S., Tooli Fall A., Cissé R., Vidal Laurent*, La redevabilité sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre, Dakar 2017, p.111.

11 *Fall A.S., Tooli Fall A., Cissé R., Vidal Laurent.,* op.cit., p.114.

12 *Ibid*., pp.114 – 115.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

la part des citoyens ou des organisations de la société civile (OSC) qui vise à contrôler l'action publique ou à obliger l'Etat à rendre compte aux citoyens[13]».

1. Les structures de participation : efficacité ou symbolisme?

La République Démocratique du Congo compte plusieurs associations des jeunes qui jouent un rôle majeur dans la mobilisation des jeunes et qui s'impliquent de manière active pour faire entendre la voix d'une jeunesse souvent marginalisée par le pouvoir public. Ces associations ont opté pour un mode de fonctionnement en réseau afin d'être efficaces dans un pays où le nombre d'associations des jeunes n'est pas connu[14].

En marge des circuits politiques traditionnels dont la scène est souvent perçue comme fermée, les organisations de la société civile sont un véritable tremplin qui s'impose aujourd'hui, comme un espace d'initiation à la vie politique pour de nombreux jeunes congolais, une porte d'entrée concrète, canal essentiel d'expression et d'engagement, pour contribuer aux transformations sociales et aux politiques du pays.

Ainsi, des structures comme les Parlements des jeunes jouent un rôle crucial dans la promotion de l'implication des jeunes dans les affaires publiques. Ces cadres ont été mis en place pour offrir aux jeunes des espaces d'expressions de leurs opinions et faciliter la discussion de leurs préoccupations et la participation aux décisions.

Cependant, leur fonctionnement est souvent freiné par un manque de moyens, une forte politisation, ou un déficit de légitimité. Leur capacité à influencer réellement les décisions politiques reste parfois limitée, avec des actions qui semblent plus symboliques que concrètes.

Pour renforcer l'impact de ces cadres de participation, il est nécessaire de repenser leur organisation et leur fonctionnement. Il est aussi essentiel de les renforcer avec des outils à travers des dispositions légaux clairs et un appui institutionnel.

Les jeunes doivent être en mesure d'agir réellement dans ces cadres, en ayant accès à des mécanismes qui leur permettent de proposer des politiques publiques, de participer à leur mise en œuvre et de rendre des comptes sur les résultats obtenus.

Ce n'est que par cette approche pragmatique que les structures de participation des jeunes pourront devenir des véritables leviers de changement, assurant ainsi leur implication effective dans une gouvernance plus inclusive, responsable et transparente.

Par ailleurs, l'engagement politique ne peut être dissocié de la participation économique. L'accès au financement, à l'entrepreneuriat et à l'emploi formel reste un levier pour crédibiliser l'action des jeunes dans la gouvernance. Les politiques de soutien à l'innovation et à l'auto-emploi doivent être renforcées.

13 *Mbengue Moustapha*, Enjeux et pratiques de la gouvernance électronique en Afrique de l'Ouest, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Décembre 2009, citéé par *Fall A.S., Tooli Fall A., Cissé R., Vidal Laurent*, op.cit., p.115.

14 *Germain KUNA MABA MAMBUKU*, Jeunesse et engagement politique en République Démocratique du Congo, KAS, Kinshasa, 2022, p.64.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

En effet, si on investit comme il faut dans la jeunesse, il n'y aura pas des jeunes qui seront manipulés politiquement pour déstabiliser nos Etats[15].

Les jeunes sont souvent à l'avant-garde du changement à condition qu'ils soient conscients de leur rôle sociétal, de leurs droits et devoirs et agissent en connaissance de cause. Aussi, doivent-ils être soutenus moralement, financièrement et matériellement afin qu'ils fassent preuve d'un leadership positif en s'engageant sur base des capacités et des compétences[16].

2. Figures des jeunes et leadership institutionnel en RDC

Les jeunes Africains sont curieux, créatifs et pleins d'énergie et de dynamisme qui peuvent être une force pour le bien, mais aussi l'inverse. Malgré les obstacles, un nombre croissant de jeunes africains sortent du moule proverbial alors qu'ils nourrissent et dirigent un nouvel écosystème d'acteurs du changement cherchant à trouver des solutions innovantes et durables à de nombreux problèmes insolubles auxquels leurs sociétés sont confrontées. Malheureusement, la majorité d'entre eux vivent encore dans des conditions qui rendent difficile voire impossible, l'exploitation complète de leur potentiel[17].

La question du leadership des jeunes dans les institutions publiques congolaises est au cœur des enjeux de gouvernance inclusive. Si quelques figures émergent dans les sphères politiques ou à la tête de certaines administrations, leur présence reste largement symbolique et insuffisante pour impulser un changement structurel.

Très souvent, les jeunes sont des leaders portés par leur charisme, leur parcours académique ou militant, parviennent à se faire une place dans les arènes politiques. Toutefois, ils doivent souvent composer avec des logiques des partis dominés par des anciens, des alliances tactiques, ou encore des structures hiérarchisées qui limitent leur autonomie et leur capacité à influer une gouvernance nouvelle. Le leadership des jeunes en RDC est confronté à un double défi, prouver sa légitimité face à une génération plus ancienne et conservatrice, tout en évitant la récupération ou l'instrumentalisation par des agendas politiques clientélistes.

Par ailleurs, plusieurs jeunes se sont hissés aux plus hautes sphères de l'Etat, à l'instar de Francine MUYUMBA, ancienne présidente de l'Union Panafricaine de la Jeunesse, puis Sénatrice, dont le parcours illustre une dynamique d'intégration réussie, tout en posant la question de la continuité entre l'activisme et la pratique gouvernementale.

Son élection au sein de la jeunesse panafricaine, en va donc de la question de la confiance accordée en sa personne et en ses compétences pour représenter la voix de toute la République, étant donné que ce sont les Etats qui postulent et non les individus.

15 Propos de Francine MUYUMBA lors d'un Talk le 14 janvier 2018.

16 *Richard H. THALER et CASS R. SUNSTEIN*, Nudge : Comment inspirer la bonne décision, p.93.

17 *Union Africaine*, Une étude sur le rôle et les contributions des jeunes à la paix et la sécurité en Afrique, Un rapport d'experts indépendants commandé par le conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, juin 2020, p.28.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

III. SUIVI ET EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES JEUNES DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

La jeunesse congolaise est fougueuse, animée d'un désir de changement et parfois plus enclin à défier les systèmes établis. Le manque de direction ou de stratégie pour gérer cette énergie constitue un défi. Des actions impulsives et mal préparées peuvent mener aux échecs qui nuisent à la crédibilité de l'engagement des jeunes.

En effet, une mauvaise évaluation du risque peut exercer une influence néfaste sur la façon dont nous nous préparons aux crises et y réagissons, sur les décisions d'affaires ainsi que sur le processus politique[18].

Il faut ainsi distinguer la participation symbolique de la participation effective. Beaucoup de jeunes sont appelés à siéger dans des cadres consultatifs sans véritables pouvoir décisionnel. Il est nécessaire de renforcer le rôle décisionnel des jeunes dans les politiques publiques. L'efficacité passe par des mécanismes d'évaluation régulière de leur impact sur les décisions.

Pour canaliser l'énergie de la jeunesse, la méthode de gestion axée sur le résultat (GAR) propose une approche pragmatique et mesurable de la participation publique. Appliquée dans des programmes de développement communautaires, cette méthode permettrait de rendre l'engagement plus efficace, en s'appuyant sur des objectifs clairs et évaluables. C'est dire que, la gestion axée sur les résultats est la méthode qu'il faudra intégrer pour transformer cette énergie en actions concrètes et efficaces.

En définissant les objectifs précis et en mesurant l'impact de leurs actions, les jeunes peuvent ainsi démontrer que leur enthousiasme est non seulement une force, mais aussi un moyen de générer des résultats tangibles en matière de gouvernance et de développement social.

B. OBSTACLES A L'INTEGRATION DES JEUNES DANS LES PROCESSUS DECISIONNELS

I. MANQUE DE FORMATION ET COMPETENCES EN GESTION PUBLIQUE

Dans un contexte de mutation politique lente en RDC, une partie de la jeunesse exprime une vocation politique affirmée et une volonté croissante de participer aux affaires publiques. Cependant, cette aspiration légitime se heurte à une réalité complexe, une méconnaissance des rouages du système politique congolais, souvent héritée d'un manque de formation civique, institutionnelle et technique.

Beaucoup de jeunes engagés ou désireux de s'engager politiquement ne disposent ni des compétences stratégiques ni des connaissances pratiques nécessaires à une gestion efficace de la chose publique. Pourtant, cette lacune est moins une incapacité intrinsèque

18 *Richard H.* THALER et CASS R. SUNSTEIN, op.cit., p.57.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

qu'une conséquence directe de l'absence d'investissements dans l'éducation politique et la formation à la gouvernance.

Alors que la participation citoyenne devient de plus en plus exigeante, notamment en matière de responsabilité, d'intégrité et de résultats, il devient impératif de repenser les dispositifs de préparation des jeunes à la vie publique.

L'engagement politique ne peut reposer uniquement sur la volonté ou l'enthousiasme, il nécessite une montée en compétences, une maîtrise des mécanismes institutionnels et une culture de la gouvernance participative. Faute de quoi, la jeunesse restera cantonnée à un rôle symbolique, sans impact réel sur les orientations et l'avenir politiques du pays.

II. INERTIE INSTITUTIONNELLE, EXCLUSION POLITIQUE ET CONFLIT GENERATIONNEL DANS LES INSTANCES DE DECISION

En RDC, les instances de décision restent largement dominées par une élite politique vieillissante, souvent peu enclin à partager le pouvoir avec les jeunes générations. Cette inertie institutionnelle, caractérisée par le maintien des mêmes figures politiques depuis des décennies, freine tout renouvellement significatif de la classe dirigeante. Le résultat est tel que, malgré leur poids démographique et leur dynamisme, les jeunes congolais peinent à accéder aux sphères de pouvoir formelles.

Les jeunes sont utiles à certaines tâches et même sollicités par les anciens, comme proie face à la manipulation, mais excluent lors de la prise des décisions. Comment pouvons-nous réaliser certaines tâches avec tant de brio et nous retrouver si démunis face à d'autres[19], et ce dans le même domaine.

Cette exclusion politique des jeunes ne se limite pas à une absence de représentation, elle s'accompagne souvent d'un conflit générationnel latent, marqué par une méfiance mutuelle; les ainés perçoivent les jeunes comme inexpérimentés ou impulsifs, tandis que ces derniers dénoncent le conservatisme et l'immobilisme des autorités en place.

Ce fossé se creuse à mesure que les jeunes investissent des espaces alternatifs, notamment au sein de la société civile, pour faire entendre leur voix et exiger des réformes. Mais tant que les structures institutionnelles ne seront pas réformées pour intégrer réellement cette jeunesse, la gouvernance du pays restera confrontée à un déséquilibre générationnel porteur des tensions politiques et sociales.

III. POPULISME, SUIVISME ET MANIPULATION POLITIQUE

La jeunesse congolaise représente à la fois un atout démographique et une cible stratégique dans le champ politique. Toutefois, loin d'être pleinement intégrée aux processus de gouvernance, elle est souvent cantonnée à un rôle périphérique, oscillant entre suivisme partisan et manipulation populiste.

19 *Richard H*. THALER et CASS R. SUNSTEIN, *Nudge,* op.cit., p.46.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

En effet, certains leaders politiques, conscients du potentiel électoral et de la force mobilisatrice des jeunes, recourent à des discours populistes flatteurs pour susciter leur adhésion, sans pour autant leur accorder un réel pouvoir de décision.

Cette stratégie opportuniste transforme trop souvent les jeunes en instruments de légitimation politique ou en troupes de mobilisation électorale, au détriment d'une participation autonome, critique et structurée.

En l'absence des mécanismes de formation civique robustes et face à la faiblesse des cadres institutionnels ouverts à leur expression, une partie de la jeunesse se laisse entraîner dans un suivisme idéologique, aligné sur des logiques clientéliste ou identitaires.

Ce phénomène entretient un cercle vicieux dans lequel la jeunesse, utilisée mais non responsabilisée, reste en marge des véritables enjeux de gouvernance, tandis que les élites politiques renforcent leur emprise dans les instances décisionnelles.

Pour rompre cette dynamique, il devient impératif de promouvoir une éducation politique critique, un accès équitable aux espaces de gouvernance, et des cadres de dialogue intergénérationnel favorisant une Co-construction inclusive des politiques publiques.

Les besoins financiers, les promesses d'élévation et la vie de paraître sont au cœur du suivisme. Pour ce qui est du populisme et de l'instrumentalisation des jeunes, l'enjeu majeur est la récupération politique des jeunes et de leurs structures. Certaines politiques utilisent les associations des jeunes comme caisses de résonance sans réels moyens d'action. Il est impératif de protéger l'autonomie des organisations de jeunes par des cadres juridiques et éthiques.

La manipulation politique passe également à travers les structures de jeunes, cadres premiers de leur participation. La question se pose donc, ces associations sont-elles des instances participatives de partage ou politique.

C. LUTTE CONTRE LES ANTI-VALEURS ET ADOPTION DES BONNES PRATIQUES

L'un des défis majeurs de l'engagement des jeunes congolais dans la bonne gouvernance réside dans la persistance des antivaleurs qui structurent, parfois en profondeur, les pratiques politiques et administratives en RDC. La corruption, l'opacité dans la gestion des ressources publiques, les multiples détournements et la culture d'impunité, le clientélisme, et les diverses formes de pressions politiques et sociales, constituent autant d'obstacles à une participation citoyenne crédible et transformatrice.

Dans ce contexte, l'implication des jeunes dans les affaires publiques ne peut se limiter à une simple intégration dans les structures existantes. Elle doit s'accompagner d'un engagement clair pour la rupture avec les pratiques fondées sur l'éthique, la transparence et la redevabilité. Cet engagement est aussi un acte de résistance contre l'acceptation passive d'un système où le mérite est souvent sacrifié au profit des réseaux d'influence et de l'opportunisme politique.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

I. L'idéalisme politique comme moteur : l'héritage de LUMUMBA

Patrice Emery LUMUMBA demeure un repère idéologique majeur. Son engagement dès la jeunesse, son sens du devoir patriotique et sa volonté de rupture avec l'ordre colonial servent aujourd'hui encore de modèle aux jeunes militants politiques. Toutefois, cette figure, aussi inspirante soit elle, interroge sur la pérennité des idéaux dans les contextes du pouvoir.

L'idéalisme politique de Patrice E. LUMUMBA constitue une référence fondamentale. Porté par une vision patriotique, désintéressée et profondément humaniste de l'action publique, LUMUMBA défendait une politique au service de l'intérêt général, de la dignité du peuple et de l'indépendance morale des dirigeants.

Rappeler cet héritage, c'est inviter la jeunesse congolaise à renouer avec une forme d'engagement politique exigeante, fondée sur la cohérence entre les discours et les actes, entre les aspirations au changement et les pratiques quotidiennes.

Lutter contre les antivaleurs implique ainsi de former les jeunes à l'éthique publique, de leur offrir des espaces d'expression et de contrôle, mais aussi de leur permettre de participer au suivi et à l'évaluation des politiques publiques.

C'est dans cette perspective que leur engagement prend tout son sens, non comme une reproduction du système existant, mais comme une force de transformation, capable d'impulser une nouvelle culture politique fondée sur la responsabilité, la redevabilité et le bien commun.

II. L'outil numérique : mobilisation par les médias sociaux

Aujourd'hui, les jeunes congolais sont très présents sur les Réseaux Sociaux, qui leur permettent de s'exprimer, s'organiser et même de débattre. Mais l'enjeu c'est comment ils utilisent ces plateformes. Sont-elles un outil efficace pour promouvoir la bonne gouvernance et demander aux autorités de rendre compte? Ou bien, elles sont juste un terrain propice de populisme, de désinformation et de manipulation de l'opinion?

En effet, grâce à ces outils numériques, les jeunes peuvent s'organiser, contribuant ainsi à renforcer la démocratie et la redevabilité. Mais si elles sont mal utilisées, ces plateformes divisent ou simplifient à l'extrême des problématiques complexes.

Cependant, lorsqu'elles sont bien exploitées, elles peuvent offrir une opportunité pour engager les jeunes dans des discussions politiques constructives et dans les actions de sensibilisation. Les jeunes doivent éviter d'être piégés dans des discussions simplistes, et ils doivent apprendre à utiliser ces outils de manière responsable et bénéfique pour eux-mêmes et pour la société.

Pour que ces médias servent véritablement la bonne gouvernance, il est essentiel de former et sensibiliser les jeunes à une utilisation responsable et constructive de ces plateformes. Ils doivent distinguer l'information fiable de la désinformation, en utilisant également les réseaux sociaux comme un espace de dialogue ouvert, inclusif et respectueux.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

L'objectif est de transformer cet espace numérique en un outil de sensibilisation positive, qui renforce l'engagement des jeunes tout en évitant les dérives populistes, la désinformation et la manipulation de l'opinion publique.

C'est-à-dire qu'avec les outils numériques (téléphones, réseaux sociaux, et autres plateformes en lignes), les jeunes peuvent participer activement : signaler les problèmes, proposer des idées, suivre les projets publics, interpeller les autorités. C'est ça, la citoyenneté active à l'ère du numérique et non se livrer en spectacle et proposer des contenus non constructifs sur les réseaux.

Par ailleurs, quoi qu'il soit possible de mobiliser des foules grâce à l'utilisation de ces plateformes. Bien que les réseaux sociaux soient efficaces en matière d'engagement sur certaines questions, ils réduisent souvent certains jeunes à un rôle passif en ce sens qu'ils n'entraînent pas une réelle mobilisation en tant que citoyens actifs. Le problème réside dans la capacité à voir au-delà des réseaux sociaux en mobilisant des gens dans la rue afin qu'ils puissent agir sur les problèmes qui les concernes. Les réseaux sociaux ont leurs propres limites, qui doivent être reconnues lorsque nous cherchons à changer les choses pour les peuples[20].

CONCLUSION

La jeunesse congolaise représente une majorité indiscutable du pays, porteuse d'aspirations de changement, de justice sociale et de développement inclusif. Pourtant, son engagement dans les dynamiques de gouvernance et de redevabilité sociale reste encore marginal et souvent limité à des formes symboliques ou instrumentalisées.

Cette réflexion a analysé d'un côté, les leviers disponibles pour renforcer le rôle des jeunes dans la promotion de la bonne gouvernance et de la redevabilité sociale, et de l'autre, à identifier les freins persistants à leur pleine participation politique, afin d'envisager des pistes d'action concrètes pour une gouvernance plus inclusive et représentative.

En effet, l'engagement des jeunes congolais dans la gouvernance et la redevabilité sociale est un enjeu majeur dans un contexte où les défis politiques, économiques et sociaux sont omniprésents. C'est une nécessité démocratique et une chance pour le développement du pays. Leur implication doit être soutenue, encadrée et surtout valorisée au sein des structures décisionnelles.

La RDC possède les talents et les outils nécessaires, il ne manque qu'une volonté politique forte et une mobilisation collective pour transformer cet élan en réalité durable, afin de bâtir une gouvernance plus inclusive et transparente.

D'une part, des mécanismes tels que la citoyenneté active et la gouvernance participative ouvrent des pistes prometteuses pour favoriser une implication réelle et constructive des jeunes dans les affaires publiques, notamment à travers le suivi, l'évaluation, et l'inter-

20 *Institut for Democracy and Electoral Assistance* (IDEA), La participation des jeunes aux processus politiques, Seconde Université d'été annuelle destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique : 6–8 juin 2018, Kigali, Rwanda, (propos de M. *Boniface MWANGI*), p.21.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

pellation des politiques publiques. A condition qu'ils soient accompagnés des politiques volontaristes, d'espaces d'expression ouverts et d'un appui à la montée en compétences de la jeunesse.

D'autre part, de nombreux obstacles structurels et culturels freinent cette intégration, le manque de formation, la manipulation politique, le populisme, ainsi que l'inertie des institutions et le conflit générationnel au sein des organes de décision.

Bien que des obstacles subsistent, notamment en termes d'éducation civique, de répression politique et d'accès à l'information, les jeunes congolais peuvent jouer un rôle de catalyseur dans l'instauration d'une culture de gouvernance transparente et responsable. Leur implication active dans les processus politiques, sociaux et économiques est essentielle pour garantir un avenir prospère et démocratique pour la RDC.

Pour construire une gouvernance réellement inclusive et durable, il est donc essentiel de reconnaitre la jeunesse comme une actrice à part entière du changement, en lui garantissant non seulement un accès équitable aux espaces de pouvoir et de décision, mais aussi les moyens d'y exercer une influence positive éclairée et transformatrice.

Ainsi, pour renforcer l'engagement des jeunes congolais dans la bonne gouvernance et la redevabilité sociale, nous proposons une série de recommandations, organisées à trois niveaux : éducatif, institutionnel et sociopolitique.

Sur le plan éducationnel et formatif :

- renforcer le programme national d'éducation civique et politique dans les écoles, universités et centres de formations, des notions axées sur la citoyenneté active, les institutions publiques, la redevabilité et les droits politiques;
- développer des programmes de renforcement des capacités à destination des jeunes leaders, notamment en gestion publique, plaidoyer, suivi et évaluation des politiques et communication citoyenne;
- favoriser les partenariats entre l'Etat, la société civile pour financer des incubateurs d'initiatives citoyennes portées par les jeunes;

Sur le plan institutionnel :

- renforcer l'intégration des jeunes dans les instances de décisions, à travers des quotas jeunesse dans les conseils locaux, parlementaires ou autres organes consultatifs;
- institutionnaliser les mécanismes de gouvernances participatifs (budgets participatifs, conseils consultatifs des jeunes, forums citoyens mandatés par l'Etat ou officiels) à l'échelle locale et nationale;
- mettre en place un cadre juridique et politique favorisant la participation effective des jeunes, y compris des dispositifs anti-discrimination fondés sur l'âge dans les processus électoraux;

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Sur le plan sociopolitique :

- encourager le dialogue intergénérationnel structuré entre jeunes et décideurs pour briser les barrières de méfiance et construire des passerelles de collaborations;
- lutter contre la manipulation politique de la jeunesse par une réglementation claire des pratiques électorales, et par la promotion d'une culture politique basée sur les idées plutôt que sur le clientélisme;
- soutenir les médias jeunes et les plateformes numériques comme espaces d'expression libre, d'analyse critique et de mobilisation citoyenne.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. *Abdou Salam FALL, Aminata Tooli FALL, Rokaya CISSE, et Laurent VIDAL*, La redevabilité sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre, Dakar, 2017.
2. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale, Conseil de l'Europe, 2003 (désormais notée Charte révisée), Préambule, cité par Bastien Engelbach, *Développement de l'engagement et de la participation des jeunes en Europe*, Rapport FDVA : « Place de nouveaux publics, notamment des jeunes, dans le renouvellement des instances de gouvernance », Animac – MRJC, septembre 2014.
3. Constitution de la République Démocratique du Congo, modifiée et complétée par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo, in JORDC, 52e année, numéro spécial, du 05 février 2011.
4. *David OSPITAL,* La Gouvernance Participative. Pouvoirs locaux : les cahiers de la décentralisation/ Institut de la décentralisation, 2023.
5. *Dominique SCHENAPPER*, Qu'est-ce que la citoyenneté?, Folio actuel inédit, Gallimard, 2000, cité par *Fanny GLEIZE*, Introduction à la citoyenneté, Think Thank Européen pour la Solidarité, Working paper, Serie : Citoyenneté et démocratie participative, Bruxelles, Mars 2007.
6. *IDEA (Institut for Democracy and Electoral Assistance) IDEA*, La participation des jeunes aux processus politiques, Seconde Université d'été annuelle destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique : 6–8 juin 2018, Kigali, Rwanda, (propos de M. *Boniface MWANGI*).
7. *Isaac MUKENDI* (bourgmestre adjoint de la commune de Limete, Kinshasa/RDC) lors de la sortie officielle de l'édition spéciale « LES ELITES » du magazine ICI & AILLEURS, Kinshasa, 10 avril 2025.
8. *Germain KUNA MABA MAMBUKU*, Jeunesse et engagement politique en République Démocratique du Congo, KAS, Kinshasa, 2022.
9. Propos de *Francine MUYUMBA* lors d'un Talk le 14 janvier 2018.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

10. *Richard H. THALER et CASS R. SUNSTEIN*, Nudge : Comment inspirer la bonne décision.
11. *Union Africaine*, Une étude sur le rôle et les contributions des jeunes à la paix et la sécurité en Afrique, Un rapport d'experts indépendants commandé par le conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, juin 2020.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-227 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC